
Documents sauvegardés

Mardi 2 juillet 2024 à 10 h 39

1 document

Sommaire

Documents sauvegardés • 1 document

Le Monde (site web)	29 juin 2024 Politique : « La simplification et la polarisation des discours ne font pas une politique de gouvernement » Tout a été dit ou presque sur les raisons pour lesquelles le Rassemblement national est sorti grand vainqueur des dernières élections européennes et fait aujourd'hui la course en tête dans ...	3
----------------------------	--	----------

Documents sauvegardés

Le Monde

© 2024 SA Le Monde. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 2 juillet 2024 à UNIVERSITE-DE-FRIBOURG à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20240629-LMF-6245374_3232

Nom de la source

Le Monde (site web)

Samedi 29 juin 2024

Type de source

Presse • Presse Web

Le Monde (site web) • 848 mots

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Politique : « La simplification et la polarisation des discours ne font pas une politique de gouvernement »

Thierry Madiès

Le professeur d'économie politique Thierry Madiès analyse dans une tribune au « Monde » la crise politique actuelle comme un épuisement d'une ressource commune : la confiance de l'opinion envers des partis qui la gaspillent en se discréditant les uns les autres.

Tout a été dit ou presque sur les raisons pour lesquelles le Rassemblement national est sorti grand vainqueur des dernières élections européennes et fait aujourd'hui la course en tête dans les sondages sur les élections législatives françaises.

Le discrédit et le manque de confiance dont souffre la classe politique dans l'opinion peuvent être analysés dans les termes que les économistes emploient pour décrire ce qu'ils appellent une « tragédie des communs », c'est-à-dire les résultats de la surexploitation d'une ressource commune quand des agents économiques sont en situation de compétition pour avoir accès à cette ressource.

Un exemple bien connu est celui de la surexploitation de la rente halieutique à certains endroits : chaque pêcheur a (individuellement) intérêt à prélever le plus possible de poissons, mais ce faisant il contribue à réduire cette rente, ce qui nuit à toute la communauté des pêcheurs, car la ressource n'a pas le

temps de se régénérer. Cette situation est une forme de dilemme social : l'intérêt privé et l'intérêt collectif ne coïncident pas.

La confiance est un élément essentiel du vivre-ensemble

Procédons maintenant par analogie. La fragmentation de l'échiquier politique s'accompagne généralement de critiques virulentes adressées par les partis d'opposition à la politique menée par le pouvoir exécutif quel qu'il soit, mais avec un point commun : l'accusation d'être « hors-sol », incompetent, de ne pas comprendre les aspirations du « peuple », de ne jamais rien faire de ce qu'il avait annoncé, voire d'être à la solde de groupes d'intérêts divers.

Les droits des oppositions à se faire entendre sont évidemment un ingrédient essentiel du fonctionnement normal d'une démocratie. Il existe cependant un effet pervers. Tant que les critiques des uns et des autres portent sur les orientations politiques et n'ont pas pour objet de disqualifier l'autre, il n'y a aucune

raison que la confiance des citoyens dans leur personnel politique s'érode.

Cependant, si tel est le cas, il y a fort à parier, et c'est ce que l'on observe déjà, que les arroseurs deviennent arrosés. La confiance placée par les citoyens dans leurs représentants est à l'image de la rente halieutique : une ressource commune qu'aucun parti politique ne peut s'approprier. La confiance est un élément essentiel du vivre-ensemble et de la cohésion sociale.

La gouvernance de la Suisse et de l'Allemagne

Puiser dans cette ressource en décrédibilisant systématiquement l'action de ceux qui sont aux affaires réduit alors la confiance générale dans le monde politique dans son ensemble, à l'exception sans doute de ceux qui n'ont jamais gouverné et sont considérés comme « hors système ». Cela est d'autant plus vrai que les oppositions sont fragmentées et donc enclines aux surenchères et que le pouvoir exécutif est fortement concentré, agrégeant en conséquence tous les

Documents sauvegardés

mécontentements.

Une opposition plus constructive dégraderait sans doute moins la confiance des citoyens dans leurs gouvernants en réduisant les surenchères entre partis politiques, voire entre factions. A force de multiplier les outrances de part et d'autre, en soutenant que nos gouvernants ne font rien quand ils sont aux affaires, l'action politique perd de sa valeur et la confiance s'épuise. Comment réduire alors cette tragédie des communs et rétablir un peu de confiance ? Il n'existe évidemment pas de solution miracle.

Le cas de la Suisse, à cet égard, est intéressant. Le pouvoir exécutif, au niveau national comme cantonal, est de fait détenu par une coalition représentant l'ensemble des partis présents au Parlement, le nombre de représentants de chaque parti pouvant changer en fonction des rapports de force parlementaires. Siègent donc au sein d'un même gouvernement des représentants des socialistes et de la droite populiste, en passant par les Verts et le centre droit. Le cas allemand constitue un autre exemple, avec des coalitions gouvernementales à géométrie variable.

Une meilleure congruence entre pouvoir exécutif et législatif

Une solution consiste donc à assurer une meilleure congruence entre pouvoir exécutif et législatif. Cela ne réduit pas tous les problèmes, mais permet de contenir les débordements de partis qui sont obligés de travailler ensemble dans les différents exécutifs. Cela favorise la stabilité et donc la confiance dans les institutions.

Le pouvoir est beaucoup moins concentré qu'en France dans ces deux pays qui

ont une structure fédérale. Cela permet sans doute de diluer les effets du mécontentement des électeurs – les éléments de démocratie directe existant en Suisse y contribuent aussi.

Enfin, les citoyens ont aussi une responsabilité dans le temps qu'ils prennent pour s'informer : la simplification et la polarisation des discours, même si elles ont un côté rassurant dans un monde où l'on est submergé d'informations, ne font pas une politique de gouvernement.

Cet article est paru dans Le Monde (site web)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/06/29/politique-la-simplification-et-la-polarisation-des-discours-ne-font-pas-une-politique-de-gouvernement_6245374_3232.html